



## Observatoire des finances locales des Petites Villes de France

octobre 2013

**L**a baisse des dotations de l'État (DGF) et les effets indirects de la crise économique, infléchissent légèrement et pour la première fois les grands équilibres financiers des petites villes de France. Cette situation est d'autant plus marquante qu'elle s'exerce dans un contexte de maîtrise accrue de l'évolution des dépenses de gestion et de la stabilité de la pression fiscale.

En dépit de ce contexte, les Petites Villes de France poursuivent en 2012 et en l'accentuant leur dynamique d'investissement public local avec plus de 5,7 Md€ de dépenses d'équipement brut majoritairement autofinancées (1,9 Md€ d'épargne nette).

Sur les 4 prochaines années, la poursuite de cette tendance conjuguée à la baisse amplifiée de la DGF (- 4 %) fait apparaître des résultats plus préoccupants. En effet, les Petites Villes perdent en tendance sur la période 2013/2017 une part croissante de leur autofinancement (- 60 %) et devrait être conduites soit à réduire leurs dépenses de gestion (dont l'élasticité demeure très faible) et/ou à accroître la fiscalité directe, soit à réduire leur effort d'équipement (- 1 Md€/an). La baisse de l'effort d'équipement resterait toutefois sans grande conséquence sur les résultats courants de fonctionnement.

### 1 | Synthèse générale

Les **recettes de gestion** progressent à un rythme modéré (+ 1,6 %) portées par la revalorisation des bases fiscales (+ 3,8 %) consécutifs à l'attrait croissant pour les communes périurbaines alors que les dotations d'État baissent fortement (- 2,32 %). Les taux de la fiscalité restent stables.

Les **dépenses de gestion** croissent à un rythme plus soutenu (+ 2,1 %). Les charges à caractère général et les dépenses de personnel (soit 70 % des dépenses de gestion) participent pour l'essentiel à l'évolution de ces dépenses alors que les subventions aux tiers connaissent un ralentissement.

Les **frais financiers** progressent faiblement (+ 20 M€) et profitent toujours de la situation favorable des marchés financiers, en dépit du surcoût impactant les nouveaux crédits bancaires.

L'**autofinancement brut (ou épargne brute)** marque un premier ralentissement (- 4,8 %) pour s'établir à près de 3,3 Md€ mais contribue encore significativement (58 %) aux dépenses d'investissement.

Les **dépenses d'investissement** évoluent de 7,5 % et représentent en terme d'équipement brut plus de 5,3 Md€ (+400 M€/2011) alors que l'**endettement** s'établit à 16,6 Md€ soit un niveau par habitant encore modéré (951 €). Le **fonds de roulement** (somme des excédents de fonctionnement et d'investissement) ressort à un niveau encore très élevé (4,5 Md€).

Cette situation d'ensemble ne doit pas occulter la **disparité croissante des situations financières** existantes.

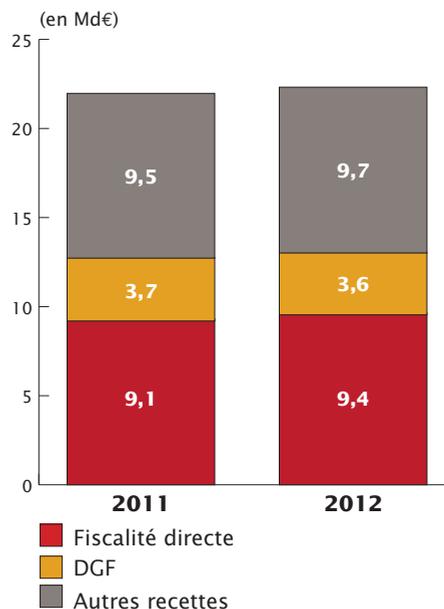
## Les recettes de gestion

Les recettes de gestion **évoluent modérément (+ 1,6 %)** mais connaissent des situations contrastées.

Les dotations et participations (État) diminuent (- 2,3 %) soit une perte de près de 100 millions d'euros.

Cette baisse est compensée par la très bonne dynamique des bases fiscales ménages sans augmentation de taux voire une légère baisse pour la taxe d'habitation.

La progression des recettes marque le pas consécutivement à la baisse des dotations d'État. L'attrait des Petites Villes se confirme au travers des bases fiscales.

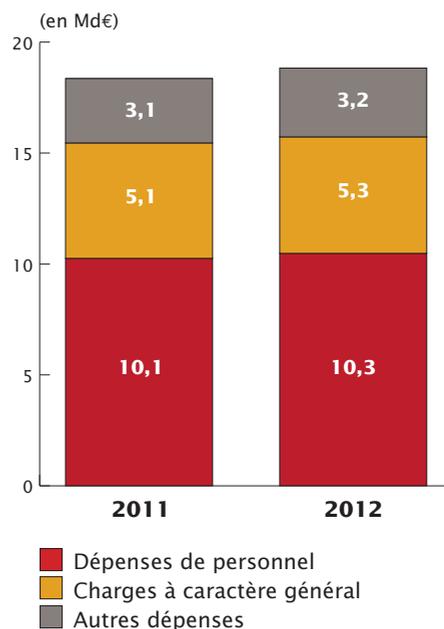


## Les dépenses de gestion

Les dépenses de gestion progressent à un rythme légèrement plus soutenu que les recettes (2,1 %), portées par les dépenses structurelles communales : les dépenses de personnel et les charges à caractère général. Les dépenses de personnel connaissent une évolution mesurée (+ 2,0 %) l'un des niveaux les plus bas sur le mandat alors que les charges à caractère général évoluent de façon plus marquée (+ 2,7 %).

Les charges de gestion courante et notamment les contingents et les subventions jouent un rôle d'amortisseur et diminuent fortement (- 1,9 %).

En dépit d'un effort sur les subventions, les contingents et le personnel, les communes ne parviennent pas à éviter l'effet de ciseau (recettes-dépenses). Les charges à caractère général progressent de 2,7 %.

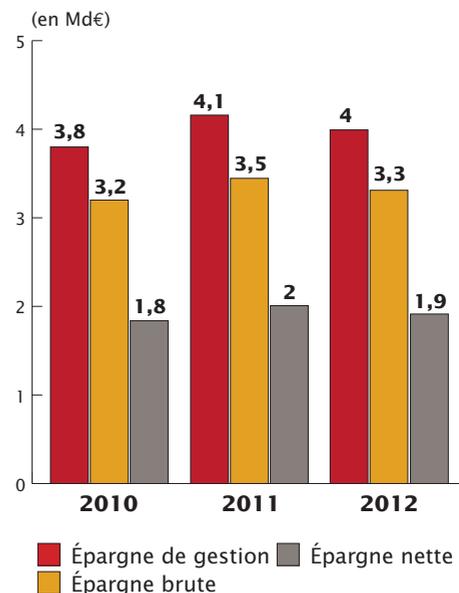


## L'autofinancement

L'épargne de gestion (EG), (différence entre les recettes et les dépenses de gestion) est à un niveau élevé (3,96 Md€) mais pour la 1<sup>re</sup> fois en léger retrait (- 0,14 Md€).

En conséquence, l'épargne brute (EG - frais financiers) et l'épargne nette (déduction faite de la part en capital de la dette) baissent sensiblement.

L'autofinancement se situe encore à un niveau très élevé et participe pour près de 60 % de l'épargne brute et 35 % de l'épargne nette, au financement des dépenses d'investissement des communes de l'échantillon, mais connaît pour la première fois une inflexion de tendance.

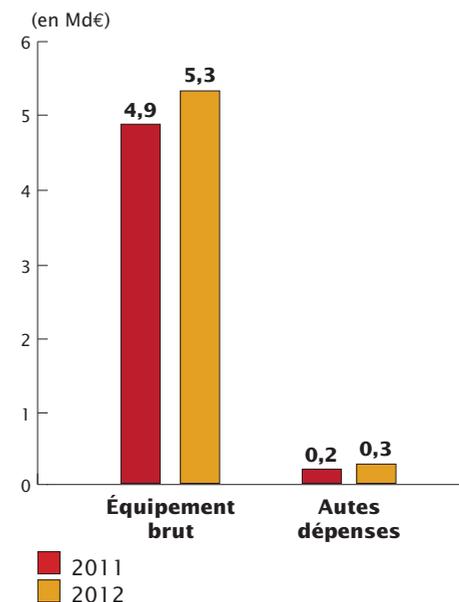


## Les dépenses d'investissement

Le volume d'investissement connaît, en dépit de la crise **économique, une dynamique importante et représente 5,5 Md€ (+ 8,2 %)**.

L'équipement brut (BTP) représente la part la plus importante des dépenses d'investissement avec 5,3 Md€ (soit 300 €/hab) en hausse de 400 M€ par rapport à 2011. Les Petites Villes représentent près de 10 % de l'ensemble des dépenses d'investissement (hors remboursement de la dette) des collectivités locales.

Les Petites Villes ont poursuivi et accentué leur rôle d'investisseur contracyclique et leur importance dans l'investissement et l'effort d'équipement se confirme en 2012.



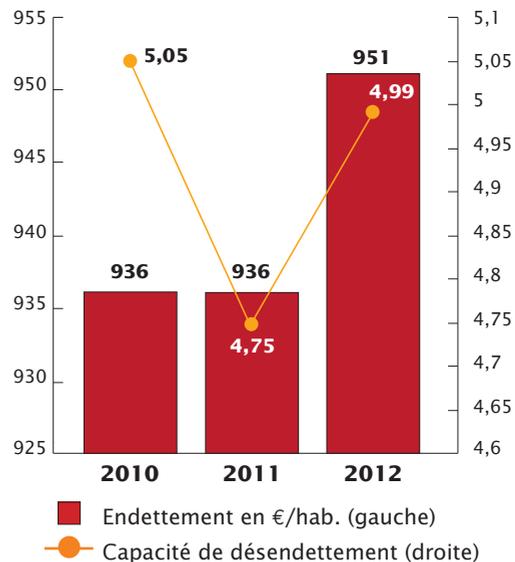
## L'endettement

L'endettement des Petites Villes, qui demeure à un niveau mesuré, a modérément progressé (+ 1,5 %) pour s'établir à 951 €/hab.

Cette situation tient à deux facteurs cumulatifs :

- un niveau toujours élevé d'amortissement de l'encours existant (1,4 Md€),
- un recours à l'emprunt de 1,65 Md€ pour financer la croissance de l'investissement.

L'endettement demeure à un niveau mesuré tandis que le ratio de désendettement (nombre d'années nécessaires pour rembourser l'endettement avec l'épargne brute) passe de 4,7 ans à 4,9 ans.



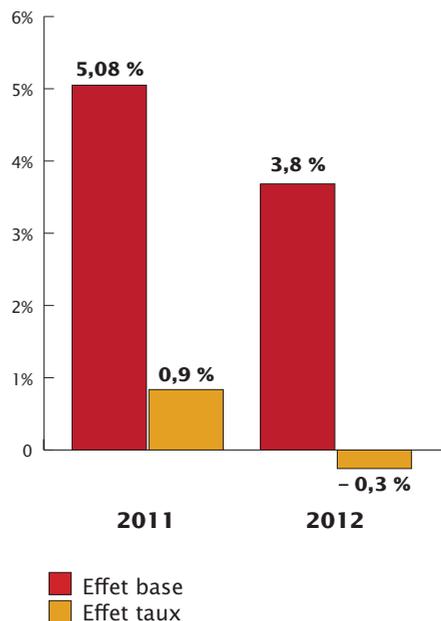
## La fiscalité directe (taxes ménages)

Le produit fiscal global croît en 2012 (+ 3,5 %).

Cette évolution tient à deux facteurs :

- les bases fiscales (évolution économique naturelle des taxes ménages) progressent fortement avec plus de 3,8 %, en raison de l'accroissement de population,
- les taux de la TH ont été réduits alors que ceux de la FB et de la CFE se sont stabilisés (- 0,3 %).

La fiscalité directe évolue significativement à la faveur d'une augmentation dynamique des bases fiscales. Les taux demeurent stables.



## 2 | Tableau détaillé des flux financiers (en Md€)

Le tableau de flux financiers ci-dessous présente les masses financières en milliards d'euros pour les principaux postes budgétaires.

en Md€	2011	2012	évolution (en %)
<b>Recettes de Gestion</b>	<b>22,3</b>	<b>22,7</b>	<b>1,6</b>
Fiscalité directe	9,1	9,4	3,5
DGF	3,7	3,6	- 2,3
Autres recettes	9,5	9,7	1,1
<b>Dépenses de Gestion</b>	<b>18,3</b>	<b>18,7</b>	<b>2,1</b>
Charges à caractère général	5,1	5,3	2,7
Dépenses de personnel	10,1	10,3	2,0
Autres dépenses	3,1	3,2	1,4
dont 655	0,76	0,75	- 1,5
dont 657	1,69	1,65	- 2,1
<b>Épargne de gestion</b>	<b>4,1</b>	<b>4,0</b>	<b>- 3,5</b>
Frais financiers	0,61	0,63	3,2
<b>Épargne brute</b>	<b>3,5</b>	<b>3,3</b>	<b>- 5,1</b>
Remboursement du capital	1,4	1,4	0,0
<b>Épargne nette</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>- 8,8</b>
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>5,1</b>	<b>5,6</b>	<b>8,1</b>
Équipement brut	4,9	5,3	7,5
<b>Recettes d'Investissement</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>- 20,0</b>
Dotations et subventions	1,4	1,3	- 7,7
<b>Emprunts nouveaux</b>	<b>1,3</b>	<b>1,7</b>	<b>21,2</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>3,9</b>	<b>4,6</b>	<b>15,0</b>
<b>Solde de clôture</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>0,4</b>
<b>Dettes</b>	<b>16,4</b>	<b>16,7</b>	<b>1,5</b>

## 3 | Précisions méthodologiques

L'étude a été réalisée auprès d'un échantillon de 105 communes représentatives des Petites Villes de France et a porté sur l'examen détaillé des Comptes Administratifs 2011 et 2012 et de leurs annexes fiscales et d'endettement (méthode probabiliste).

Le tableau de flux financiers exprimé en euros par habitant a été établi sur la base d'une population de 17,5 millions d'habitants.

Pour un accès direct et immédiat, cliquez sur le lien suivant : <http://www.localnova-finance.fr/fr/presentation/presse.html>

La présente étude a été réalisée entre juin et août 2013 avec les communes qui ont accepté de faire partie de l'échantillon.

La baisse des ressources courantes des Petites Villes devrait entraîner concomitamment la réduction de l'effort d'équipement. Cette baisse est chiffrée dans les 2 scénarios à - 1 Md€/an soit une réduction de 20 %.

La projection financière présentée ci-dessous évalue la situation financière consolidée des Petites Villes de France en 2017 sur la baisse ce niveau d'équipement mais aussi d'hypothèses prudentes d'évolution des dépenses et réalistes pour les recettes courantes (baisse de DGF de 4 % en 2014 et 2015).

Dans les 2 scénarios, les recettes et les dépenses courantes connaissent 2 évolutions possibles :

- H1 : Évolution des dépenses courantes des chapitres 011 et 65 au niveau de l'inflation 0,9 % (contre 2,1% en moyenne aujourd'hui)
- H2 : Évolution des dépenses courantes des chapitres 011 et 65 au niveau de l'inflation 0,9 % et hausse des taux de la fiscalité directe de 3 % en 2015 ou 2016.

Le premier scénario marque une inflexion de l'autofinancement brut par rapport à 2012, le second scénario permet le retour à l'équilibre.

en Md€	2012	H1	2017	H2	2017
<b>Recettes de Gestion</b>	<b>22,7</b>	<b>1,1 %</b>	<b>23,9</b>	<b>1,1 %</b>	<b>24,2</b>
Fiscalité directe	9,4	2,3 %	10,5	<b>2,9 %</b>	10,8
DGF	3,6	- 3,7 %	3,0	- 3,7 %	3,0
Autres recettes	9,7	1,5 %	10,4	1,5 %	10,4
<b>Dépenses de Gestion</b>	<b>18,7</b>	<b>1,7 %</b>	<b>20,3</b>	<b>1,7 %</b>	<b>20,3</b>
Charges à caractère général	5,3	<b>0,9 %</b>	5,6	<b>0,9 %</b>	5,6
Dépenses de personnel	10,3	2,1 %	11,4	2,1 %	11,4
Autres dépenses	3,2	<b>0,9 %</b>	3,4	<b>0,9 %</b>	3,4
dont 655	0,75	2,1 %	0,83	2,1 %	0,83
dont 657	1,65	2,1 %	1,83	2,1 %	1,83
<b>Épargne de gestion</b>	<b>4,0</b>	<b>- 1,9 %</b>	<b>3,6</b>	<b>- 0,2 %</b>	<b>3,9</b>
Frais financiers	0,6	0,0 %	0,6	0,0 %	0,6
<b>Épargne brute</b>	<b>3,3</b>	<b>- 2,3 %</b>	<b>3,0</b>	<b>- 0,3 %</b>	<b>3,3</b>
Remboursement du capital	1,4	2,1 %	1,6	2,1 %	1,6
<b>Épargne nette</b>	<b>1,9</b>	<b>- 6,0 %</b>	<b>1,4</b>	<b>- 2,1 %</b>	<b>1,7</b>
Taux d'autofinancement net	34,8 %		35,5 %		41,9 %
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>5,6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
Équipement brut	5,3	<b>- 25 %</b>	<b>4</b>	<b>- 25 %</b>	<b>4</b>
<b>Recettes d'Investissement</b>	<b>2,0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1,6</b>
Dotations et subventions	1,3				
<b>Emprunts nouveaux</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>4,6</b>		<b>4,5</b>		<b>3,5</b>
<b>Solde de clôture</b>	<b>4,6</b>		<b>3,0</b>		<b>2,9</b>
<b>Dettes</b>	<b>16,7</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>15,7</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>15,5</b>

## LOCALNOVA S.A.S

11 rue Aimé COLLOMB  
69003 LYON

Société agréée par l'AMF en qualité de  
Conseil en Investissements Financiers

### Vos contacts

**Frédéric MAURY**

Président

**Annie PILLOT**

Relations Presse et institutionnels

### Correspondants budgétaires

**Sandrine MANSON**

Correspondante Sud-Ouest  
sandrine.manson@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 34

**Annie PILLOT**

Correspondante Nord-Est  
annie.pillot@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 35

**Frédéric MAURY**

Correspondant IDF - Sud-Est - Nord-Ouest  
frederic.maury@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 33

### Correspondants financiers

**Frédéric MAURY**

frederic.maury@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 33

**Patrice AIDAN**

Ingénieur Financier  
patrice.aidan@localnova.fr  
Tél : +33 (0)9 72 29 39 37

### Vos contacts

**André Robert**

Délégué Général

Tél : 01 45 44 00 83  
arobert@apvf.asso.fr

**Laurence Tartour**

Chargée de mission

Finances locales  
Intercommunalité  
Tél : 01 45 44 00 83  
ltartour@apvf.asso.fr

## LocalNova c'est...

### Plateforme Budgétaire

Outils budgétaires on-line  
pour simplifier la gestion  
(prospective, rétrospective,  
moyennes nationales, notation...)

### Plateforme financière

Outil et services de gestion  
de la dette on-line

## DU CONSEIL BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

Société de conseil budgétaire  
et d'investissements financiers  
agréée par l'autorité des marchés  
financiers (AMF)

[www.localnova-finance.fr](http://www.localnova-finance.fr)